Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 121
Juillet-Aout2020

le libertaire
revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Pour une transition éco-sociale et libertaire

A la pandémie de COVID19, aux conséquences désastreuses pour toute l'humanité, s'ajoutent les phénomènes migratoires, le changement climatique et la crise politique, économique et sociale à travers le monde, avec des flambées de luttes de classe dans de nombreux pays. Il est très probable qu'après un certain effondrement viendra la confrontation entre les restes du pouvoir économique et les États, qui se protégeront par un modèle éco-fasciste pour maintenir leurs privilèges et monopoliser les ressources de tous, de plus en plus rares grâce à leur modèle économique prédateur. Le résultat de ce choc des forces peut passer aussi par une transition éco-sociale basée sur la diminution de la consommation et préparer la société à l'autogestion. C'est ce que les libertaires proposent.

Nous pensons que la révolution à venir doit être éco-sociale et libertaire. Et c'est parce que l'effondrement actuel nous ouvre la voie, par la décroissance, vers une société anarchiste, où l'autogestion, l'entraide et le fédéralisme peuvent servir de base à un monde où le sens de l'humanité retrouve, en harmonie avec la nature contre les valeurs du pouvoir, de l'argent et du marché, qui nous ont conduits à cette impasse, la voie de l'idéal anarchiste.

L'effondrement (changement climatique, pandémies, crise économique et sociale …) commence. Les propriétaires du pouvoir économique, militaire et politique en sont également conscients et savent que leur modèle risque d'exploser. Afin de protéger leurs privilèges et leurs intérêts, ils construisent déjà ce qu'on a appelé l'éco-fascisme, contre lequel il n'y aura pas d'autre solution qu'une confrontation, une révolution pour empêcher la perpétuation d'un système qui détruit la vie sur cette planète et qui heurte les limites de la biosphère.

Après la révolution, si elle est finalement victorieuse pour les travailleurs, la transition vers un nouveau modèle social viendra. Ce sera lent et difficile (cela signifiera un changement radical dans la mentalité des gens) et il devra se baser sur la décroissance, la fin du système patriarcal, l'abandon progressif des méga-villes, la réduction drastique des déchets et la consommation irrationnelle, en la recherche de vies plus simples et de communautés plus sociales … Bref, cela signifiera une disparition programmée de la société de croissance qui nous obligera à renoncer à notre mode de vie. La décroissance est une nécessité, pas un principe ou un idéal, c'est une phase dans laquelle se termine l'objectif insensé de la croissance pour la croissance et le profit pour une petite minorité de gens. Pour cela, l'économie capitaliste doit être abandonnée, l'Etat aussi.

Il est vrai que de nombreuses personnes, individuellement, ont choisi une éthique personnelle différente et la pratiquent au quotidien. Cependant, bien que leur exemple puisse servir de modèle à d'autres personnes, ils ne remettent pas radicalement en cause le système, et sans ce questionnement structurel, le changement sera cosmétique.

Nous comprenons que l'anarchisme reflète parfaitement le nouveau modèle qui dépassera le capitalisme et l'État-nation, à partir d'une société auto-organisée et coopérative, où l'altruisme passera avant l'égoïsme, la coopération primera sur la concurrence effrénée, le plaisir des loisirs supplantera l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale se passera d'une consommation illimitée, le goût du travail bien fait pour une efficacité productive et raisonnable s'effectuera pour le bien commun.

A la rentrée de septembre, le chômage s'annonce de masse, les attaques contre les retraites vont reprendre de plus belle, les retraités seront remis à contribution sous ptétexte qu'ils ont été davantage épargnés par la crise, le droit du travail va se rétrécir, les inégalités vont augmenter, la crise climatique ne sera pas résorbée…ce n'est pas très optimiste mais le mécontentement général provoqué par les mesures antisociales du gouvernement Macron peut entraîner un effet boule de neige de grèves jusqu'à la grève générale. Aux travailleurs de se saisir de ce moment, ne serait-ce que pour éviter l'alternative d'extrême droite qui frappe aux portes de l'Europe.

Ti wi (GLJD)

Le but de l'anarchisme, c'est le bonheur humain

Les comportements de domination sont les tendances à accepter volontairement l'autorité d'un tiers et de ses alliés, de l'État et des gestionnaires du système. Mais c'est aussi la tendance des plus puissants à utiliser tous les moyens pour maintenir leur autorité. Tout cela s'est fortement manifesté dans la crise de la Covid 19 et se manifeste encore dans la crise actuelle.

Dans les situations de catastrophe qui secouent la société, qu'elles soient «naturelles», comme un tremblement de terre, ou provoquées par l'homme, comme l'explosion d'un réacteur nucléaire, les individus ont spontanément tendance à demander une aide de l'État et à se placer sous son autorité. Cet appareil, au sommet de la hiérarchie sociale, censé représenter les intérêts de la communauté, est le seul à disposer des moyens matériels, humains et organisationnels pour faire face à la situation.

Dans le cas présent, de manière générale, les populations se sont rapidement soumises aux mesures exceptionnelles imposées par les États. Partout, les gouvernements en ont profité pour multiplier les mesures de contrôle de la population et supprimer les quelques libertés individuelles restantes. D'autant plus que la pandémie est entrée dans une situation où se déroulaient des luttes sociales massives: Chili, Liban, Hong Kong, Irak, Algérie, … France.

Le régime chinois, dont le totalitarisme bureaucratique est en partie responsable de la propagation initiale de la pandémie (répression pendant des semaines des premières plaintes à Wuhan), tente de se présenter comme un modèle de l'autoritarisme et de la rigueur avec lesquels il a géré la Covid 19. Les mesures de contrôle de la population ont été étendues et intensifiées à des niveaux sans précédent, notamment l'utilisation de systèmes de reconnaissance faciale et l'application automatique de sanctions en cas de violation des réglementations de l'État.

De même, le président Duterte aux Philippines a autorisé ses forces de police à tirer sur des personnes trop résistantes aux mesures de confinement. Ou le cas de Viktor Orban en Hongrie, qui en a profité pour s'octroyer des pouvoirs exceptionnels pour une durée indéterminée.

La crise économique accompagnant la crise sanitaire aura des effets dévastateurs. Elle n'affecte pas toutes les classes sociales de la même manière. On constate les milliers de suppressions d'emplois chez Airbus, Air France… sans compter les sous-traitants. Certaines estimations prédisent que le nombre de décès causés par la misère induite par la crise économique dépassera le nombre de décès dus à la pandémie, en particulier dans les pays les plus pauvres. Les attaques contre les conditions de vie des populations dépasseront la pandémie elle-même, car la crise économique n'est pas le produit de la seule pandémie. Bien avant la pandémie, des signes d'une nouvelle récession majeure se sont accumulés, plus graves et destructeurs que ceux de 2008. Les gouvernements tenteront d'en imputer la faute au coronavirus alors que c'est en fait une nouvelle phase en raison des contradictions et de l'absurdité du système qu'ils gèrent. Mais cela ne suffira probablement pas à limiter la mobilisation sociale. La combativité sociale qui s'est répercutée avant la pandémie devrait reprendre, rompant avec les tendances à la soumission volontaire imposées par les besoins de santé. L'esprit gilets jaunes est encore présent.

Nous constatons de même que les gens font de moins en moins confiance aux politiciens et que les taux d'abstention grimpent à des niveaux record. Si cette abstention ne se traduit pas par une combativité ouvrière accrue, il est à craindre que l'extrême droite captera le mécontentement social et même minoritaire pourra prendre le pouvoir. On le voit dans le sud avec une présence gagnante à Perpignan, Fréjus, Béziers…mais aussi dans le Nord de la France et l'Est.

Cette extrême droite utilise la xénophobie ambiante. Compris comme le rejet de l'étranger et de tout ce qui vient de l'étranger, celle-ci s'est manifestée de diverses manières, la plus évidente étant le nationalisme. Le nationalisme est basé sur la conviction que les autres nations sont secondaires ou ennemies. » Mon pays d'abord » – D'abord mon pays. C'est l'esprit Trump : « America first ». Les pays européens ne sont pas en reste.

La gestion des crises, qui a une dimension mondiale, a été et continue d'être constamment entravée par l'incapacité des États à coopérer, pris dans la défense de leurs propres intérêts au détriment de tous les autres. Certains exemples sont particulièrement spectaculaires, comme le retrait de la principale puissance mondiale de l'Organisation mondiale de la santé ou l'incapacité totale de l'Union européenne à amener les 27 nations qui la composent à agir ensemble. A voir ce que le plan de relance économique engendrera sous la houlette du couple franco-allemand.

Les gouvernements américain et chinois se font concurrence dans un discours nationaliste xénophobe et l'utilisent pour endoctriner leurs ressortissants. C'est un esprit belliqueux qui prévaut. L'Inde n'a rien à envier à ce nationalisme débridé.

À un autre niveau, la xénophobie contre les Chinois ou les personnes d'origine chinoise s'est produite dans certains pays. A Paris, certains Chinois ont porté une pancarte pour se défendre et qui disait « Je ne suis pas un virus ». Tout cela semble d'autant plus absurde que l'humanité aujourd'hui dispose de moyens extraordinaires et sans précédent pour informer, communiquer et coopérer à l'échelle mondiale.

Le mécanisme du bouc émissaire est souvent associé à la xénophobie, mais a ses caractéristiques spécifiques: c'est une pratique pour détourner l'hostilité latente d'un groupe vers quelqu'un, quelque chose ou un groupe de personnes. Cela permet trois choses en même temps:

- fournir un objectif pour la libération de l'hostilité existante;

- créer ou maintenir l'unité du groupe en permettant à ses membres d'agir, de haïr, de punir ensemble;

- transférer la responsabilité d'une situation dommageable à un «bouc émissaire» pour mieux cacher les vraies responsabilités.

Dans ce cas, le virus a merveilleusement joué ce rôle. Les gouvernements lui reprochent constamment ce qui est en réalité le produit de la logique capitaliste, de la cupidité et de l'incompétence irrationnelle de leurs dirigeants.

L'être humain est un animal social, mais c'est aussi un individu dont les intérêts ne sont pas nécessairement identiques ou compatibles avec ceux des autres individus, même s'ils sont membres du même groupe. Toute son existence est confrontée à la gestion d'une éventuelle contradiction entre l'individu et le collectif. La cohérence de toute organisation humaine dépend de sa capacité à gérer cette contradiction et à neutraliser sa capacité explosive.

Trois leçons semblent indispensables pour un résultat positif.

Pendant la pandémie, on a beaucoup critiqué l'absurdité de donner la priorité à l ' »économie » au détriment de la santé, tout comme tous les gouvernements qui, depuis plus de trente ans, ont dévasté les systèmes de santé au nom de la rentabilité « économique ». En fait, c'est l'absurdité du système capitaliste qui conditionne tout à la rentabilité financière au détriment des besoins humains les plus élémentaires. C'est la première leçon: il n'y aura pas de véritable issue sans briser la logique mortelle du capitalisme.

La seconde se réfère à la dimension globale des problèmes et, par conséquent, à la dimension globale des solutions pour les résoudre. Comprendre que « l'unité du groupe » représente pour l'homme l'unité de toute l'humanité, avec toutes ses différences, et avec la conscience d'être un animal social dans le monde entier. Cette conscience qu'aucun autre animal ne peut posséder.

Enfin et surtout, la certitude que nous sommes capables d'empathie, de sympathie, de solidarité active et auto-organisée avec nos semblables – contrairement à l'idéologie d'un système basé sur l'égoïsme et la cupidité. Il est inscrit dans nos gènes.

Les manières multiples et variées dont cette réalité s'est matérialisée au cours de la crise actuelle se sont, par la force des choses, cantonnées à des échelles limitées. Il faut imaginer ce qui pourrait être fait si, avec ces mêmes convictions, 99% de la population mondiale (comme disait le mouvement Occupy aux États-Unis en 2011) saisissaient tous les leviers de la vie économique et sociale, s'ils parvenaient à s'emparer des moyens de production, de transport, de communication, d'organisation, etc. pour contrer le 1% qui régit et bénéficie de l'ordre établi. Nous pourrions non seulement faire face efficacement aux nouvelles attaques virales qui vont se reproduiront, mais aussi et surtout arrêter le cours qui nous accélère vers une catastrophe écologique irréversible. Nous pourrions enfin construire un monde qui pour la première fois fera du bonheur humain le but, la boussole de notre vie sociale.

L'autoritarisme de l'Etat s'accroît

Quels constats permettent d'aller dans le sens d'une telle affirmation? Tout d'abord, la récente crise sanitaire nous a donnés de multiples exemples de servitude volontaire de la population tels les nombreux contrôles auxquels nous avons été soumis, notre liberté de se déplacer entravée y compris dans nombre de lieux où le risque était quasi nul (sentiers côtiers, forêts…)…

Et bien rares ont été les réactions contre ces actions liberticides même si l'on ne peut nier ni l'ambiance anxiogène créée par l'Etat et les médias ni la réalité de la pandémie. De là à dire que les gens aspirent à une humanité docile et servile en échange de protection, un peu comme un système féodal modernisé, il n'y a qu'un pas. Nous avons été soumis et sommes toujours soumis au règne des experts et c'est tellement plus facile pour des politiciens de se retrancher derrière une certaine expertise. Cela permet de se dédouaner en cas d'erreur ou de décisions à géométrie variable. Reste encore le problème des masques. Passons sur le discours initial qui distillait à l'envie que les masques n'étaient pas nécessaires puis le sont devenus quand ces derniers se sont trouvés sur le marché en nombre suffisant.

Quand la vérité gouvernementale changea son fusil d'épaule, on nous expliqua à longueur d'écran comment il fallait utiliser un masque, ce dernier devenant un sésame pour entrer dans les transports en commun et certaines enseignes commerciales. Que reste-t-il de tout cela aujourd'hui ? Et bien des constats bien déroutants. Pour les personnes qui prennent le bus, elles s'aperçoivent que les masques des passagers sont souvent sales et ont été portés à multiples reprises. Il fallait prendre son masque par l'élastique, ne pas le toucher, le changer toutes les quatre heures…que des préconisations de bon sens pour qui a les moyens d'acheter deux ou trois masques par jour. Le constat est le suivant : c'est les vacances, bon nombre de Français portent le masque au cou, au poignet, au bras, dans la poche…ce qui laisse rêveur quant à l'efficacité du port du masque. Les gens le portent car il est obligatoire pour faire les courses et dans tous les endroits clos. Cette désobéissance ne s'explique que par le coût des masques et les gens font semblant. Sinon la majorité de nos concitoyens à la rentrée sera prête à porter le masque même dans la rue.

Nous le constatons cet été dans les endroits où des clusters ont été recensés : Quiberon dans le Morbihan, la Mayenne, Lille dans le Nord…Les préfets peuvent obliger le port du masque en extérieur et les gens s'exécutent devant la peur d'une deuxième vague. Comme c'est l'été, les vacanciers veulent respirer mais des voix s'élèvent pour le port obligatoire du masque à l'extérieur partout. Pourtant des infectiologues insistent sur le fait que la propagation du virus s'effectue essentiellement en vase clos. Le port du masque à l'extérieur relève de l'intimidation et du contrôle des gens. Pendant ce temps les licenciements affluent, nos droits refluent. Parallèlement l'autonomie des individus est sapée par le pouvoir du numérique. Le retour de bâton viendra pour les étudiants à qui on demandera de plus en plus de travailler en distanciel, idem pour les enseignants et l'Education Nationale vantera les gains d'autonomie des enfants durant le confinement, c'est-à-dire en dehors de la classe. Le gouvernement mettra aussi l'accent sur les décrocheurs, finalement minoritaires ; il faut bien se donner une conscience morale.

Finalement tous les spécialistes de tel ou tel domaine, y compris les collapsologues, vanteront leurs expertises et seront ravis de constater que l'ensemble des gens suivent leurs avis ; c'est normal, ils s'y connaissent. Aux experts qui expliquent le chaos en devenir s'opposeront ceux qui ont des solutions autoritaires pour maintenir l'organisation sociale en vigueur voire en la détériorant un peu plus au passage. Mais il faudra concéder des efforts : accepter le chômage de masse, travailler plus sans compensation salariale, laisser de côté certains droits provisoirement mais ça risque de durer…Le formatage des citoyens se développe et la mainmise étatique s'accroît avec son corollaire, une liberté en recul.

Nous avons souvent abordé le problème de l'éthique dans les colonnes du libertaire. Nous voulons préciser et compléter notre pensée à ce sujet. Pour nous faire entendre en tant qu'anarchistes, nous devons définir notre éthique, notre morale anarchiste, notre humanisme libertaire. Mais parallèlement, nous devons mener le combat politique pour nous rapprocher de l'égalité économique et sociale, du communisme libertaire. Les deux faces de notre propagande sont indissociables.

Les structures du pouvoir, de domination, sont illégitimes. Notre révolte contre l'Etat et la bureaucratie prennent une place primordiale. D'ailleurs, il serait souhaitable de redéfinir ce qu'est l'Etat. Proudhon, pour sa part parle de puissance publique. Cette dernière est à l'initiative et impulse des projets. Mais elle se retire, abandonnant aux autorités locales et aux citoyens l'exécution du nouveau service.

D'ailleurs par la suite, Kropotkine puis Bookchin se sont fait les chantres du communalisme, gage de davantage de liberté pour les individus. Bien sûr, Proudhon n'avait pas entrevu la dimension internationale du contrôle de la pollution par exemple mais on ne peut lui faire grief aussi de ne pas avoir parlé de la révolution numérique.

Les anarchistes touchent à tous les domaines de réflexion. Saper le pouvoir des pseudo-experts, des politiciens tout en renforçant le pouvoir des citoyens notamment au travers des Communes, voilà une tâche qui nous sied dans l'immédiat. Vider l'Etat de son autorité (police, justice, armée…) est un bon commencement pour structurer une alternative communaliste : culture populaire, économies de circuits courts, coopératives, financement municipal de projets alternatifs…Voilà quelques pistes pour ceux et celles qui entendent changer le monde dès aujourd'hui.

Patoche (GLJD)

En France, une marée noire de l'emploi.

Si le gouvernement compte aider nombre de secteurs sinistrés dès le premier juillet 2020 en utilisant une activité partielle de longue durée, nous constatons que cette dernière n'est pas assortie d'une clause stipulant que, en contrepartie des aides publiques (nos impôts) il n'y ait pas de licenciements.

Le patronat va s'engouffrer dans cette faille pour supprimer des emplois, sans compter des patrons peu scrupuleux qui vont profiter de l'aubaine Covid pour dégraisser leurs effectifs. D'ailleurs en parallèle de multiples plans sociaux, on s'aperçoit que des entreprises rachètent des enseignes notamment dans l'habillement, supprimant au passage quelques milliers d'emplois (deux mille licenciements chez La Halle…), ce qui laisse augurer une palette de marques moindre et une hausse des prix à la rentrée.

Des plans de sauvegarde de l'emploi (pour le patronat et l'Etat, la sauvegarde de l'emploi, ce sont les licenciements avec une partie d'emplois préservés) menacent des dizaines de milliers de salariés. Les plans les plus visibles concernent Air France et Hop (7500 licenciements), Airbus (5000) mais il faut compter les sous-traitants (équipementiers par exemple…), les centaines de milliers d'intérimaires dont la mission n'est pas reconduite et les centaines d'entreprises de moins de dix salariés qui ferment. Si on ajoute les suppressions d'emplois chez Renault, Smart, Nokia, Sanofi, les voyagistes (TUI…), et des pans entiers de l'habillement (André, Célio, Damart…) qui sont menacés, les travailleurs ne sont pas à la noce. C'est une hécatombe, une marée noire de l'emploi.

Dans le même temps, certains patrons délocalisent sous prétexte de mauvaises performances, de compétitivité amoindrie…face à une concurrence féroce. D'autres encouragent les salariés les plus âgés à se mettre en retraite. Les patrons opportunistes s'en donnent à cœur joie ! L'Etat va compter sur le dialogue social c'est-à-dire faire avaler la couleuvre aux syndicats de collaboration de classes, ces syndicats muselés qui contesteront du bout des lèvres les milliers de licenciements alors que des fonds publics ont été alloués : y compris le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi).

La colère sociale saura-t-elle endiguer ces vagues de licenciements ? Dès maintenant, les travailleurs peuvent exiger de travailler moins pour travailler tous et toutes. La baisse du temps de travail (30 heures par semaine) prend dans ces conditions tout son sens. Les salariés peuvent demander de même que l'argent mis dans l'armement soit réparti dans des œuvres socialement utiles et non des œuvres de mort. Les travailleurs qui connaissent leur outil de travail ne peuvent-ils pas proposer une reconversion de leurs entreprises ? Le tout avion, le tout-automobile…, doivent être remplacés par des alternatives durables et qui font sens avec la lutte contre le réchauffement climatique. Les écologistes libertaires, loin des écologistes politiciens genre De Rugy, Pompili… doivent s'engager dans le mouvement social afin d'éviter les récupérations politiciennes à finalités électorales et les fausses solutions courtermistes.

Patoche (Groupe Libertaire Jules Durand)

Nous n'atteindrons l'équilibre environnemental que par l'équilibre social.

La pression accélérée de l'économie, des entreprises et des États sur la nature et ses écosystèmes entraîne sa dégradation et / ou sa destruction, dans de nombreux cas, irréversibles.

Dans notre système capitaliste soutenu par les États, dans notre cas sous forme de «démocratie» parlementaire, «développement», «progrès», signifient artificialisation des terres, déforestation, inondation, pollution, urbanisation débridée, maladies…

À supposer même que des scientifiques et technologues, comme les alchimistes modernes, trouvent la source définitive d'énergie propre et inépuisable, ils n'arrêteraient pas leur spirale de conquête et d'humiliation des vivants.

La science et la technologie capitalistes travaillent à perfectionner l'efficacité de leurs moyens, d'une part, d'aliénation, de soumission et de contrôle social le plus étouffant sur les peuples et les sociétés qui, impuissants, ne sont pas en mesure de faire face à leurs plans, et d'autre part, de sa capacité de pillage, parasite et dévastation de l'environnement.

Et ce n'est pas seulement un problème environnemental, cela fait partie du PROBLÈME SOCIAL. Les puissants, égoïstes et à courte vue, n'ont pas de limite dans leur désir d'accumulation d'argent et de pouvoir, de biens, car toute cette destruction ne se produit pas pour une humanité dont l'explosion démographique a saturé la planète et la fuit pour une survie désespérée, mais par esprit de pouvoir et domination. Par exemple, l '«empreinte écologique» d'Amancio Ortega, d'un seul des milliers de millionnaires et de thésauriseurs obscènes égoïstes, équivaut à celle de millions d'humbles.

Il n'y a pas de solution avec le capitalisme. Au sein du capitalisme, bleu, brun, rouge ou vert, un autre monde n'est pas possible. L'État n'est pas cette entité bienfaitrice qui limitera la voracité du Capital, avec lequel il s'épanouit dans une relation symbiotique, au contraire, il le défendra à mort, comme on le voit en ce moment dans différentes parties du monde.

La fin de l'accumulation capitaliste et de sa destruction partenaire de la Terre viendra de la fin de l'exploitation et de l'assujettissement des peuples. La fin de l'injustice environnementale est inconcevable sans la fin de l'injustice sociale, et elle est impossible sans un processus révolutionnaire qui aspire à extirper les cancers du monde, dans les métastases avancées … Argent, propriété privée, spéculation et accumulation c'est-à-dire contre le capitalisme et les États qui le soutiennent.

Oui, un changement radical nécessitera une désurbanisation, un démantèlement, une décarbonation, une démolition du système en place. Détruisez et construisez, expropriez, distribuez et partagez.

Ce n'est malheureusement pas le chemin suivi en Europe et notamment en France. Nous ne sommes ni sceptiques ni dubitatifs sur le « verdissement » de Macron, nous sommes réalistes et voyons bien que le président français essaie de surfer sur la vague verte des dernières municipales mais qu'il n'a nullement l'intention de régler le problème de la justice sociale ni celui de la justice fiscale. C'est le président de la caste au pouvoir et il aura beau suivre les propositions des « conventionnels », ces participants de la convention citoyenne pour le climat, nous ne sommes pas dupes. Cette convention a servi les intérêts du pouvoir en customisant la macronie d'un vert insipide. Il serait vain de croire que sans mobilisations imposantes, le gouvernement changera de cap. Les libertaires ont de la constance dans leurs propositions.

Des sociétés humaines égales, autogérées, respectueuses et gardiennes de Mère Nature, où la justice et l'équité sont la base. Notre projet fédéraliste libertaire doit être le cauchemar des capitalistes, car nos idéaux ne peuvent pas être volés et transformés en profit, car ils exigent la fin des spéculations, la fin des riches, du luxe et du gaspillage.

Nous n'atteindrons l'équilibre environnemental que par l'équilibre social.

Sans révolution, il n'y a pas de salut.

Micka (GLJD)

Les entreprises et les banques dépendent de l'État

Actuellement, une idée très erronée sur la relation entre l'économie et la politique persiste, de telle sorte que la seconde est considérée comme une dérivation de la première, une sorte d'épiphénomène qui se réduit aux catégories économiques et finalement à l'argent. L'image qui est tirée de cette perspective représente le jeu politique comme un monde dominé par des marchés, des entreprises et des banques qui opèrent à l'échelle mondiale et qui donnent des ordres aux États et à leurs gouvernements respectifs. L'économie est donc souveraine et avec elle les acteurs précités car ce sont eux qui la contrôlent théoriquement. De tout cela, il résulte que l'État n'est rien d'autre qu'une institution exclusivement chargée de veiller aux intérêts des hommes d'affaires et des banquiers, et que le capitalisme en tant que tel ne s'explique que comme un système socio-économique dont le seul et principal objectif est l'accumulation illimitée de richesses par ladite minorité sociale. L'Etat ne se préoccupe que de protéger ladite minorité pour garantir ce processus d'accumulation, et rien d'autre. C'est une perspective de l'État et de la relation économico-politique qui est à la fois très libérale et très marxiste.

Mais la vérité est que les choses ne fonctionnent pas comme le prétendent les idéologies, en particulier certaines idéologies. L'économie est loin d'être une réalité centrale et souveraine, mais au contraire occupe une place subordonnée aux facteurs extra-économiques dans un ordre plus large, ce qui en fait un instrument et non une fin en soi. Ce sont plutôt certaines idéologies qui donnent à l'économie un rôle central dans la vie sociale et politique, ce qui les fait représenter le monde d'une manière qui est importante pour l'argent, le développement économique et la croissance. Des idéologies qui, en fin de compte, gèrent une échelle de valeurs où l'argent est un bien suprême parce qu'elles ont une conception bourgeoise du monde dans lequel tout est réduit à l'argent et aux figures économiques. En conséquence, tous les efforts convergent pour atteindre le développement maximal des forces productives pour atteindre, à son tour, la thésaurisation illimitée de la richesse dans le cadre de cette obsession bourgeoise et décadente d'accumuler des biens matériels. L'Etat n'est que le cadre général visant à rendre possible cette utopie bourgeoise qui est la construction d'une société de consommation maximale et de joies matérielles infinies.

Cependant, les faits sont très têtus et manifestent une réalité très différente de celle que les idéologies représentent avec leurs discours. Ainsi, par exemple, il convient de souligner une série de questions décisives pour comprendre la position réelle que l'économie capitaliste occupe dans la vie sociale et politique d'un pays. Tout d'abord, les entreprises et les banques dépendent de l'État. Sans leur protection sous la forme de lois et d'appareils répressifs de l'État qui garantissent la propriété privée et par conséquent l'accumulation de bénéfices, ils ne sont rien. Sans police, tribunaux, prisons, bureaucratie, lois, etc., le capitalisme ne fonctionne pas parce que son ordre social et la structure dominante des intérêts s'effondrent, car les moyens coercitifs sont ceux qui forcent la population à se soumettre audit ordre social et à travailler selon la forme de production capitaliste. D'où il résulte que si le capitalisme dépend de l'État, il est impossible de donner des ordres à ce dernier. De même, le capitalisme sans État n'est pas possible de la même manière que l'État est bien plus ancien que le capitalisme. L'État est donc une institution autonome, il ne reçoit donc pas de commandes mais les donne.

L'Etat crée et développe le capitalisme en instituant l'intérêt individuel comme facteur de développement social et économique qui mobilise les ressources disponibles dans un pays. C'est là que dérive l'intérêt de l'État à protéger et à promouvoir le capitalisme, car il constitue une forme de production qui, entraînée par la recherche du profit maximum et l'accumulation illimitée de richesses, provoque la croissance économique, ce qui se traduit à son tour, une augmentation de l'assiette fiscale qui augmente considérablement et considérablement les revenus de l'État. Le développement de moyens de domination plus vastes et plus coûteux nécessite une extraction croissante des ressources dans la société, de sorte que la forme de production capitaliste est celle qui, étant motivée par l'intérêt individuel, elle génère la croissance économique et le développement qui permettent à l'État de payer ses instruments de domination. Par conséquent, l'État protège le capitalisme et la classe capitaliste parce que cela lui convient très bien, et non parce qu'il reçoit des ordres de cette dernière. Pour le dire d'une manière ou d'une autre, l'État utilise le capitalisme pour atteindre ses propres objectifs, qui sont de garantir sa survie et de protéger ses intérêts tant au niveau national qu'international.

D'autre part, il ne faut pas oublier que l'État, pour utiliser le capitalisme dans la production des richesses dont il se nourrit pour se maintenir, est chargé de diriger l'économie par le biais des lois, des taxes, des organes de contrôle, des subventions, etc. avec laquelle il favorise ses intérêts stratégiques. Mais à cela, il faut ajouter, également, toutes les initiatives qu'elle mène dans le domaine des affaires avec ses propres entreprises dans les domaines économiques les plus divers, sans oublier, également, les dépenses économiques à travers ses budgets annuels avec lesquels elle commande et dirige l'économie dans son ensemble. En ce qui concerne ce dernier, il convient de noter que les

États développés du Nord monopolisent environ la moitié du PIB grâce aux dépenses, ainsi qu'un effectif qui n'est égalé par aucune société de capitalisme privée (3 millions de fonctionnaires dans le cas espagnol). Tout cela montre que l'État est le principal pouvoir économique de la société et qu'il ne dépend pas des entreprises privées ou des banques pour quoi que ce soit d'important, les impôts étant sa principale source de revenus.

Cela dit, nous concluons qu'il n'y a pas de capitalisme sans État, car le capitalisme a besoin de l'État qui le protège et le reproduit. De plus, un anticapitalisme qui n'est pas en même temps anti-étatique n'est pas possible, car sinon ce n'est rien d'autre que du capitalisme d'État par opposition au soi-disant capitalisme de marché prôné par le libéralisme. Cela nous montre plusieurs choses. La première est que le libéralisme et le marxisme sont les deux faces d'une même médaille. Tous deux partagent les mêmes objectifs sur lesquels convergent tous leurs efforts, et qui se résument dans le développement maximal des forces productives (qui a un impact sur le renforcement de l'État) et la création d'une société consacrée à la consommation des biens matériels. N'oublions pas que le marxisme cherche à élever la classe ouvrière aux conditions de vie matérielle et de consommation de la bourgeoisie. Les différences entre le libéralisme et le marxisme résident uniquement dans les procédures pour atteindre ces objectifs, de sorte que leur conflit se situe entre des systèmes économiques techniquement considérés. Si le libéralisme est favorable au marché et aux relations sociales organisées autour de lui, le marxisme, au contraire, prône une gestion centralisée par l'État. En bref, ce sont deux variantes différentes du capitalisme: d'une part, le capitalisme de marché prôné par le libéralisme, et d'autre part, le capitalisme d'État prôné par le marxisme.

Le système étatique lui-même est chargé de cadrer l'ensemble du débat politique autour de la discussion entre libéralisme et marxisme car aucun d'eux ne remet en cause l'État, une institution que les deux jugent nécessaire. Mais l'antithèse du système ne se trouve pas dans un débat biaisé et manipulé entre plus de marché ou plus d'État, où les supposées alternatives de ces idéologies consistent en la construction du même modèle de société basé sur la consommation de biens matériels, ce qui réduit l'être humain à la condition de simple consommateur. Les deux idéologies partagent une conception bourgeoise commune de la vie dans laquelle la principale aspiration est la réalisation de conditions égales de vie matérielle et de consommation dans le cadre d'un État hyper-puissant. Cependant, la véritable antithèse du système est ce projet transformateur qui a pour objectif ultime la création d'une société de liberté dans laquelle les individus, individuellement et collectivement, sont maîtres d'eux-mêmes pour choisir leurs propres objectifs existentiels. En définitive, cela signifie la destruction complète de l'État et de toutes les relations de domination et d'exploitation qu'il institue et reproduit dans la société de classe qui lui est inhérente.

Stephen Vidal

D'une certaine manière, la pandémie est une conséquence de la poussée du capitalisme d'État chinois sur le marché mondial

La crise actuelle a signifié quelques rebondissements dans le contrôle social par l'État. L'essentiel en la matière était déjà assez bien établi car les conditions économiques et sociales qui prévalent aujourd'hui l'exigeaient; la crise n'a fait qu'accélérer le processus. Nous participons par la force, en masse de manœuvre, à une répétition générale pour défendre l'ordre dominant contre une menace mondiale. Le coronavirus 19 a été la raison du réarmement de la domination, mais une catastrophe nucléaire aurait servi aussi bien de même pour une révolte persistante ou une bulle financière difficile à gérer. Cependant, la cause n'en est pas la moindre, et la plus vraie est la tendance mondiale à la concentration du capital, ce que les dirigeants appellent aveuglément la mondialisation ou le progrès. Cette tendance trouve sa corrélation dans la tendance à la concentration du pouvoir, donc au renforcement de l'appareil de confinement, de désinformation et de répression de l'État. Si le capital est la substance d'un tel œuf, l'État en est la coquille. Une crise qui met en danger l'économie mondialisée, une crise systémique comme on dit maintenant, provoque une réaction défensive presque automatique et met en place des mécanismes disciplinaires et punitifs déjà préparés à l'avance. Le capital passe au second plan et c'est à ce moment que l'État apparaît dans toute sa plénitude. Les lois éternelles du marché peuvent prendre des vacances sans que sa validité ne soit altérée.

Tout en travaillant sur le retour à l'ordre d'avant, c'est-à-dire, comme le disent les informaticiens, en essayant de créer un point de restauration du système, l'État joue le rôle d'un protagoniste protecteur, bien qu'en réalité cela ressemble plus à celui d'un bouffon. Malgré tout, et peu importe ce qu'il dit, l'État n'intervient pas pour la défense de la population, pas même des institutions politiques, mais pour la défense de l'économie capitaliste, et donc, pour la défense du travail et de la consommation induites qui caractérisent le mode de vie déterminé par elle. D'une certaine manière, l'Etat se protège d'une éventuelle crise sociale c'est-à-dire se défend contre la population. La sécurité qui compte vraiment pour lui n'est pas celle du peuple, mais celle du système économique, ce que l'on appelle souvent la sécurité «nationale». Par conséquent, le retour à la normalité ne sera rien d'autre que le retour au capitalisme: aux multinationales, aux résidences secondaires, au bruit de la circulation, à l'alimentation industrielle, aux transports privés, au tourisme de masse… Les formes extrêmes de contrôle comme le confinement et la distance interindividuelle prendront fin, mais le

contrôle continuera. Rien n'est transitoire: un État ne désarme pas de son plein gré, ni ne se dispense volontiers des prérogatives que la crise lui a conférées. Il « hibernera » simplement. Gardons à l'esprit que la population n'a pas été mobilisée, mais immobilisée, il est donc logique de penser que l'État du capital, plus en guerre contre lui que contre le coronavirus, tente de se guérir en santé en imposant des conditions de survie de plus en plus artificielles.

L'ennemi public désigné par le système est l'individu désobéissant, l'indiscipliné qui ignore les ordres unilatéraux d'en haut, refuse de rester à l'hôpital et ne garde pas ses distances. Lui qui n'est pas d'accord avec la version officielle et ne croit pas à ses chiffres « officiels ». Évidemment, personne ne désignera les responsables qui laissent les agents de santé et les soignants sans équipement de protection et les hôpitaux sans lits ou unités de soins intensifs suffisants, les patrons coupables du manque de tests diagnostiques et de respirateurs, ou les responsables administratifs qui n'étaient pas non plus préoccupés par les personnes âgées dans les Epahd. Il ne pointera pas non plus du doigt les experts en désinformation, les hommes d'affaires qui spéculent sur les fermetures, les fonds vautours, ceux qui ont bénéficié du démantèlement de la santé publique, ceux qui font du commerce de la santé ou les multinationales pharmaceutiques … L'attention sera toujours dirigée, ou plutôt télécommandée, ailleurs, vers l'interprétation optimiste des statistiques, vers le dissimulation des contradictions, messages paternalistes gouvernementaux, incitation souriante à la docilité des personnalités médiatiques, commentaire humoristique des banalités qui circulent sur les réseaux sociaux, etc.

L'objectif est que la crise sanitaire soit compensée par une plus grande domestication. Que le travail des dirigeants n'est pas remis en question d'un iota. Que le mal soit enduré et les coupables ignorés. Il n'y a rien de naturel dans la pandémie; c'est un phénomène typique du mode de vie malsain imposé par le turbo-capitalisme. Ce n'est pas le premier, ni le dernier. Les victimes sont moins victimes du virus que de la privatisation de la santé, de la déréglementation du travail, du gaspillage des ressources, de la pollution croissante, de l'urbanisation galopante, de l'hypermobilité, de la surpopulation métropolitaine et de l'alimentation industrielle, notamment celle issue des macro-fermes , endroits où les virus trouvent leur meilleur foyer de reproduction. Toutes ces conditions sont idéales pour les pandémies. La vie qui découle d'un modèle d'industrialisation où la règle des marchés est elle-même isolée, pulvérisée, logée, techno-dépendante et sujette à la névrose, autant de qualités qui favorisent la résignation, soumission et citoyenneté «responsable». Bien que nous soyons gouvernés par des inutiles, des incompétents et des incapables, l'arbre dominant de la bêtise ne doit pas nous empêcher de voir la forêt de la servitude citoyenne, la masse impuissante disposée à se soumettre et à s'enfermer inconditionnellement à la poursuite de l'apparente sécurité promise par l'autorité étatique. Ceci, en revanche, ne récompense généralement pas la fidélité, mais méfiez-vous des infidèles. Et pour elle, potentiellement, nous sommes tous infidèles.

D'une certaine manière, la pandémie est une conséquence de la poussée du capitalisme d'État chinois sur le marché mondial. La contribution orientale à la politique consiste avant tout dans la capacité de renforcer l'autorité de l'État à des limites insoupçonnées par le contrôle absolu du peuple par le biais d'une numérisation totale. A ce genre de vertu bureaucratique-policière pourrait s'ajouter la capacité de la bureaucratie chinoise à mettre la même pandémie au service de l'économie. Le régime chinois est un exemple de capitalisme supervisé, autoritaire et ultra-développementiste atteint après la militarisation de la société. En Chine, la domination aura son futur âge d'or. Il y a toujours des retardataires timides qui déploreront le déclin de la «démocratie» qu'implique le modèle chinois, comme si ce qu'ils appellent cela n'était rien d'autre que la forme politique d'une période obsolète, celle qui correspondait à la partitocratie consensuelle à laquelle ils ont volontairement participé jusqu'à hier. Eh bien, si le parlementarisme commence à être impopulaire et malodorant pour la majorité de ceux qui sont dirigés, et par conséquent, il devient de moins en moins efficace comme outil de domestication politique, c'est en grande partie à cause de la prépondérance que les temps nouveaux ont acquise : contrôle policier et censure des parties de jonglerie… Les gouvernements ont tendance à utiliser les états d'alarme comme l'outil habituel du gouvernement, car les mesures qu'ils impliquent sont les seules qui fonctionnent correctement pour la domination dans les moments critiques. Ils cachent la vraie faiblesse de l'Etat, la vitalité que renferme la société civile et le fait que le système n'est pas soutenu par sa force, mais par l'atomisation de ses sujets mécontents. Dans une phase politique où la peur, le chantage émotionnel est essentiel pour gouverner, les partis politiques sont bien moins utiles que les techniciens, les communicateurs, les juges ou la police.

Ce qui devrait nous inquiéter le plus maintenant, c'est que la pandémie n'aboutit pas seulement à certains processus qui viennent des temps anciens, comme celui de la production industrielle standardisée des aliments, celui de la médicalisation sociale et celui de la réglementation de la vie quotidienne, mais pour avancer considérablement dans le processus de numérisation sociale. Si la malbouffe comme régime alimentaire global, l'usage généralisé de remèdes pharmacologiques et la coercition institutionnelle constituent les ingrédients de base du gâteau de la vie quotidienne postmoderne, la surveillance numérique (la coordination technique des caméras vidéo, la reconnaissance faciale et le suivi des téléphones portables) est la cerise sur le gâteau.

Quand la crise passera, presque tout sera comme avant, mais le sentiment de fragilité et de malaise restera plus longtemps que ne le souhaiterait la classe dirigeante. Ce malaise de conscience réduira la crédibilité des partis de victoire, des ministres et des porte-parole, mais il reste à voir si elle seule peut les chasser de la chaise dans laquelle ils se sont installés. Sinon, c'est-à-dire s'ils gardaient leur fauteuil, l'avenir du genre humain resterait entre les mains des imposteurs, puisqu'une société capable de prendre en charge sa propre destinée ne pourrait jamais se former dans le capitalisme et dans le cadre d'un État. La vie du peuple ne commencerait pas à marcher sur les chemins de la justice, de l'autonomie et de la liberté sans abandonner le fétichisme des marchandises, apostasier la religion étatiste et vider leurs grands magasins et leurs églises…

La grève des ménagères havraises en 1911

Suite du Libertaire de Juin 2020

Ainsi, le jeudi 7 septembre 1911 au soir, 4000 ménagères havraises répondent à l'appel de L'Union des Syndicats du Havre et de la Région et se rendent à la Maison du Peuple afin d'y tenir une réunion. La salle du Théâtre du Peuple réquisitionnée à cet effet ne peut contenir que 2500 à 3000 personnes, des centaines de ménagères sont alors obligées de rester dehors[1]. La mobilisation est massive. Plusieurs orateurs tels que Labbé, Legoff, Levasseur, Baray, Loiseau et bien sûr Geeroms se relayent et dissertent sur les causes et conséquences de la crise ainsi que ses remèdes potentiels. Geeroms termine son intervention par les mots suivants : « S'il le faut, femmes, ménagères, descendez dans la rue. Groupez-vous, imitez les compagnes du Nord, mais faites une révolte consciente, économique[2].»

Ces discussions aboutissent à la proposition d'un ordre du jour adopté à l'unanimité :

« Ordre du jour

Les ouvriers et ménagères réunis Salle du Peuple et à la Bourse du Travail, après avoir entendu les camarades de l'UNION DES SYNDICATS,

Protestent contre la cherté des vivres,

Protestent aussi contre l'attitude de nos dirigeants qui, pour subir les volontés de la haute finance, sont à la veille d'envoyer les travailleurs à la guerre ; ils s'engagent à mener une campagne d'agitation pour faire diminuer les denrées nécessaires à la vie[3]. »

Afin de consolider le mouvement, Geeroms invite l'assistance à s'organiser. « C'est alors une nuée de propositions au milieu desquelles se démène l'infortuné Geeroms[4]. » Une ménagère est obligée de monter à la tribune pour que cesse cette cacophonie et propose à l'assistance de se rendre le lendemain matin au marché afin de réglementer le prix des denrées. S'en suit une « vive discussion[5] » et finalement les prix pour les produits de première nécessité tels que le beurre, les œufs et le pain sont fixés. De même, l'assemblée décide de se retrouver le lendemain « pour mieux s'entendre et décider un mouvement[6]». Le Petit Havre et Le Havre Eclair ne font pas mention de cette réunion à l'inverse de Vérités et du Progrès du Havre.

1 Vérités du 11 septembre 1911
2 Le Progrès du 9 au 15 septembre 1911
3 Ibid
4 Ibid
5 Ibid
6 Ibid

Le 8 septembre 1911, vers neuf heures du matin, la seconde réunion des ménagères a lieu à la Maison du Peuple où un comité se créé : « Présidente : Mme Bichon ; Vice-présidente : Bougon ; trésorière : Gibault ; secrétaire : Raymond. Membres : Mmes Decoisy, Véradels, Legoff, Sanguinetti, Rémond, Bichon, Brasseur, Fouty, Paul, Titrel, Gibeaux, Bougon, Etrenel[7]. » Le comité des Ménagères du Havre est alors formé. Nous n'avons guère d'informations sur ces femmes, nous savons seulement que Gibeaux a quatre enfants, Brasseur deux, Sanguinetti un, Rémond deux et que Bougon n'en a pas[8].

A la sortie de cette seconde réunion, vers midi, les ménagères se rendent au marché du Rond-Point se situant aux pieds de la Maison du Peuple. Des étals sont renversés et Le Progrès[9] rapporte quelques bagarres qui nécessitent l'intervention de la police déjà présente sur les lieux. Créé en 1872, le marché du Rond-point, situé au cœur de quartiers populaires comme les quartiers de la rue Denis Papin et Demidoff, est, en 1911, le plus grand du Havre[10]. Quatre femmes sont arrêtées mais libérées quelques heures plus tard sous la pression du jeune Comité[11]. Les ménagères prévoient de se retrouver à nouveau l'après-midi à quinze heures.

L'après-midi, les ménagères, une nouvelle fois réunies, réaffirment leur volonté d'aboutir à une baisse sensible du prix des denrées et rédigent une affiche dans cette optique :

« Le Comité des Ménagères du Havre a dans les réunions des 7 et 8 septembre 1911, décidé de fixer les prix des denrées comme suit :

Beurre frais, en toute saison	1,40 la livre
-salé-	1, 20 la livre
Pain	1, 00 les 6 l.
Œufs (0, 10 pièce)	1, 00 la douzaine
Lait, en toute saison	0, 20 le litre
Pommes de terre	0,05 la livre
Sucre	0, 60 le kilo

7 Ibid
8 AMH F4 carton 13 liasse 1
9 Le Progrès du 9 au 15 septembre 1911
10 LEMENOREL Alain (dir.), « Sociabilité et culture ouvrières, Sociabilité, Culture et Patrimoine », Cahiers du GRHIS….. article de John Barzman « Sociabilité et politique : l'action collective sur les marchés du Havre au début du XXème siècle »
11 Vérités du 11 septembre 1911

Viande…. (bas morceaux)	0.60 la livre
Viande (morceaux de choix)	1, 00 la livre
Porc	1,00 la livre

MÉNAGÈRES,

S'il y a une crise économique, tous et principalement les gros doivent en supporter les effets; il est injuste que, seuls, les petits, les ménages ouvriers, souffrent du renchérissement continuel du prix de la vie alors que les commerçants petits ou grands, que les spéculateurs ne diminuent pas leurs bénéfices.

MÉNAGÈRES,

Il est bien entendu que vous refuserez d'acheter au-dessus des prix qui sont indiqués plus haut. Seules, notre union et notre ténacité viendront à bout des affameurs de toute sorte.
Le Comité des Ménagères[12]. »

Les tarifs maxima sont donc fixés par le Comité des Ménagères du Havre et s'avèrent être un bon moyen de pression face aux « accapareurs » qui se voient dorénavant contraints de les appliquer sous peine d'être boycottés. Cette affiche est placardée en ville le samedi suivant. Suite à cette rédaction, le comité propose une manifestation pacifique en ville. La même journée, le secrétaire du syndicat des ouvriers du port apporte une somme de cinq cents francs au comité des ménagères, première mise destinée à des achats en commun[13].
De plus, le comité des ménagères adresse au maire du Havre une copie de l'ordre du jour « (…) Il est actuellement impossible aux ménages ouvriers d'avoir la nourriture nécessaire ; le pot-au-feu lui-même est souvent supprimé par suite du prix exorbitant des légumes et de la viande. Une telle situation est intolérable, de prompts remèdes doivent être apportés. Les ménagères comptent sur le concours de la municipalité pour les aider, par tous les moyens en son pouvoir, à l'abaissement du prix des denrées. » Notons que cet ordre du jour est signé bien sûr par le comité des ménagères récemment élu mais aussi par « la camarade Durand[14]

Le cortège des ménagères défile dans les principales rues du Havre, rejoint le quartier des Halles, puis se rend à l'Hôtel de Ville, où une délégation est reçue par le Maire qui promet un examen du problème de la cherté des denrées[15]. Ensuite, le défilé s'attarde près de la bourse du commerce, aucun débordement n'a lieu mais Geeroms, qui devait faire partie du cortège, rapporte qu'il est frappé par le contraste saisissant entre la masse des ménagères et les négociants aux portes de la bourse du commerce. Nous pouvons citer : « Les bourgeois, gros négociants et spéculateurs attirés par la curiosité se massèrent sur les marches de leur temple. Leurs ventres bedonnants étaient parés de chaînes d'or reliant d'un côté une montre de prix et de l'autre l'étui aux louis. Sur leur face bouffie était placé un binocle garni d'or surmontant un nez bourgeonné lequel accusait une forte consommation d'alcool et de vin. Les autos attendaient au bas du perron, afin de traîner ces énormes paquets de chair inutiles dont les yeux rougis laissaient percer une certaine crainte. Pourtant ils avaient devant eux des milliers de femmes au corps rompu par le travail et la misère et n'offrant aux regards qu'un physique décharné. Toutes ces femmes qui supportent les souffrances engendrées par la société capitaliste et par leur inconscience qui font d'elles de véritables machines à peupler, formaient un contraste vivant avec l'autre classe de la société. Les uns crevant d'indigestion. Les autres crevant de faim[16]. » De plus, le secrétaire de l'Union des Syndicats du Havre et de la Région indique qu'il est surpris par le caractère non violent de cette action qui aurait pu tourner à la révolte : « Une chose m'étonne, c'est que les colères se sont bornées aux cris et n'ont pas provoqué une révolte parmi ces affamées[17]. » En réalité, les femmes, lors de tels troubles de subsistance, ont leur méthode propre, déjà éprouvée pour tout le XIXème siècle. Elles interviennent en premier lieu collectivement, leur seule arme restant leur voix. Des bagarres peuvent éclater mais n'usent pas de la même violence que les hommes. En effet, les femmes ne vont pas chercher à blesser leurs opposants mais plutôt à les tourner en dérision, notamment en leur déchirant leurs vêtements « suprême dévastation pour ces couseuses[18] ». Aussi, quand elles lancent des projectiles, ce sont généralement des produits à leur portée, trouvés sur les étals (œufs, tomates, volailles…). Gardiennes des prix du marché, elles ne détruisent pas ni ne pillent les commerçants, dans la plupart des cas, elles préfèrent, en effet, la vente taxée[19]. « Contre les accapareurs et les pouvoirs inertes, elles incarnent le droit du peuple au pain quotidien[20].» A la suite de cette manifestation, le Maire, Henri Génestal publie un arrêté interdisant toute manifestation[21] : « Une manifestation a eu lieu dimanche dernier au Marché du Rond-Point pour protester contre l'augmentation du prix des denrées. Des actes regrettables ont été commis au cours de cette manifestation (…) Dans le but de ramener le calme et d'éviter des occasions de désordre j'ai dû prendre la détermination d'interdire toute

12 Vérités du 11 septembre 1911
13 Le Progrès du 9 au 15 septembre 1911 – Aussi, dans Le Progrès du 16 au 22 septembre 1911, nous apprenons que les ouvriers du port s'engagent de même à « ne plus charger sur les navires à destination des pays étrangers, des céréales et des produits alimentaires et de favoriser au contraire l'importation
14 AMH F4 carton 13 liasse 1 Eté 1911 Cherté des vivres, Informations etc… Marché du Rond-Point
15 Vérités du 11 septembre 1911
16 Ibid
17 Ibid
18 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p.160
19 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p.161
20 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p.161
21 Vérités du 11 septembre 1911

manifestation sur la voie publique[22].

Une nouvelle réunion est prévue le samedi à 9h30 du matin et le comité convient d'inspecter le marché du Rond-Point le dimanche matin, le but étant de vérifier si les prix fixés par les ménagères sont bien respectés. En réalité, au marché, les ménagères réalisent que le prix des denrées comme le beurre, les œufs, les pommes de terre fixé par elles est maintenu presque partout. En effet, mis à part les étals de quelques gros marchands récalcitrants, le comité remporte une victoire effective. Aussi, pour les fortes têtes qui continuent de vendre les denrées au prix fort, leur sort est réglé assez vite. Effectivement, les ménagères encerclent les étals des « accapareurs » et les forcent à débiter leurs marchandises au prix fixé par elles. En cas de trop forte résistance des marchands, les ménagères n'hésitent pas à renverser les étals. Henri Génestal recevra à ce propos une dizaine de lettres de marchands réclamant des indemnités[23]. Ces actions révèlent une farouche détermination de la part des ménagères havraises qui entendent aller jusqu'au bout dans la lutte contre la vie chère. Geeroms ne s'attendait pas à un tel succès : « On peut dire, sans exagération, que le geste des ménagères a dépassé les espérances des organisateurs du mouvement de protestation (…) C'est une victoire, une grande victoire qui restera dans les annales des mouvements ouvrier et économique. Vive les ménagères du Havre[24] !» Depuis la naissance de la Bourse du Travail, les femmes sont conviées aux différents meetings, aux conférences et prennent une part active aux mouvements sociaux locaux, le dernier en date pour les années 1910- 1911 : l'affaire Durand. L'Union des Syndicats du Havre et de la Région œuvre pour cette participation car la femme reste un appui indispensable lors des grèves. Il faut qu'elle soit consciente de sa condition et des luttes à mener en vue de l'émancipation de la classe ouvrière. Outre leur soutien logistique en arrière plan (soupes communistes, quêtes etc…) elles apportent un soutien moral de premier ordre. Un ouvrier gréviste peut reprendre le travail sous la pression de sa femme, intendante du foyer, qui le fera culpabiliser sur la situation financière critique dans laquelle son action met la famille. La ménagère dépend du salaire de son mari, elle en souffre et récrimine[25]. « Ouvrière, la femme se montre souvent très combative. Ménagère, intendante, elle maugrée[26]. Un article d'Albert Goré publié dans Vérités en octobre 1907 insiste sur la nécessité de ne pas laisser les femmes dans l'ignorance et de concourir à son émancipation afin de pérenniser les combats contre le capitalisme et gonfler les rangs de la révolte : « Quel sera l'homme qui osera encore dire que les questions sociales ne regardent pas les femmes ? Les laisser à leur mentalité actuelle, c'est faire des réserves de jaunes pour l'avenir (…) beaucoup de camarades prétendent que leurs femmes sont trop indifférentes et qu'elles ne veulent rien comprendre. Eh bien, raison de plus pour persévérer et éveiller en elles le besoin de savoir, de s'instruire, il est si facile d'intéresser la curiosité d'une femme quand on le veut, elles ne demanderaient pas mieux que de chercher la cause des maux dont nous souffrons. Pourquoi ne les conduisent-ils pas dans les réunions où l'on traite les questions sociales ? L'ignorance de la femme, c'est le boulet au pied du prolétaire, c'est le crampon qui retient l'élan vers un avenir de justice de liberté, de bonheur. Enfin, la femme consciente serait le ciment de l'union et ne paralyserait plus la force immense qui dort dans les berceaux. Elle ne serait plus une cause de démoralisation pendant les luttes nécessaires pour arracher aux capitalistes un peu plus de bien-être ce serait la compagne forte et fière qui engendrerait enfin des hommes et l'émancipation ne serait plus un avenir lointain, mais bien un fait accompli[27]. » Péricat, dans La Bataille syndicaliste, à propos de la grève du bâtiment s'exprime, lui, en ces termes quant à la nécessité d'éduquer les femmes: « (…) deux facteurs d'opposition peuvent nuire à notre action, à la réussite de notre mouvement : d'un côté les « jaunes », d'autre part les femmes. Il nous faut donc conquérir à nos idées les femmes. Si nos compagnes ne comprennent pas la légitimité de nos revendications, la beauté de nos aspirations, si elles sont indifférentes ou, ce qui est pire, hostiles à notre action, cela tient à l'éducation, à l'instruction qui leur ont été données, et malheureusement aussi, à nos sentiments de supériorité[28]. »

A Suivre...

22 AMH F4 carton 13 liasse 1 Eté 1911, cherté des vivres, Informations etc…
23 AMH F4 carton 13 liasse 1 Eté 1911, cherté des vivres, informations etc…
24 Vérités du 11 septembre 1911
25 PERROT Michelle, Les femmes ou les silences de l'Histoire, Saint-Amand-Montrond, Flammarion, 1998, p.157
26 PERROT Michelle, Jeunesse de la grève, France 1871-1890, Mayenne, Seuil, L'univers Historique, 1984, p.117
27 Vérités du 1(septembre au 15 octobre 1907 article intitulé « L'émancipation des femmes »
28 La Bataille syndicaliste du mardi 18 juillet 1911

Le Libertaire
Internet : http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Adresse postale: Groupe d'Etudes Sociales du Havre et environs- BP 411- 76057 Le Havre CEDEX
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com